



sante-secu-social.npa2009.org

NOS VIES VALENT PLUS QUE SON PARI !

En décidant de ne pas « reconfiner le pays » Macron aurait gagné un « pari ». Il aurait évité une nouvelle épreuve à celles et ceux qui n'en peuvent plus après un an d'une vie de plus en plus difficile.

C'est pourtant avec notre santé et nos vies qu'il a décidé de jouer. Ce que l'on attend des gouvernants, n'est pas de « parier » en espérant que le pire ne se produira pas, mais d'agir, de prendre démocratiquement les mesures sanitaires et sociales nécessaires pour protéger la population et sortir de la crise.

Après un an de prétendue « guerre » contre le virus, l'issue semble toujours aussi incertaine, et les mesures gouvernementales aussi peu à la hauteur.

- Le virus circule toujours à un niveau élevé (20 000 contaminations par jour quand l'objectif annoncé était de 5000). Les nouvelles souches du virus, beaucoup plus contagieuses se développent à grande vitesse. Les foyers de contagion (« clusters ») se multiplient dans les hôpitaux, les écoles et dans certains départements.

- Les hôpitaux n'ont reçu aucun « renfort » depuis un an. Au contraire, les équipes sont de plus en plus épuisées, les départs se multiplient, et le pouvoir malgré tous ses engagements, non seulement ne recrute pas mais poursuit les fermetures de lits et les réductions de personnel.

- La politique de vaccination ne décolle pas. Faute de doses suffisantes, les personnels hospitaliers restent exposés à la contamination. La plupart des personnes « les plus vulnérables » attendent, elles aussi en vain leur première injection, sans rendez vous avant plusieurs semaines.

- Malgré les milliards déversés, la crise sociale, le chômage, la précarité s'aggravent, et le désespoir touche une partie croissante de la jeunesse, de celles et ceux qui travaillent, des retraitésEs...

Il faut, bien sûr souhaiter que le pire n'advienne pas, mais le risque de voir une nouvelle fois la situation devenir hors de contrôle est bien réel. Le pouvoir n'aura alors d'autre ressource qu'un nouveau confinement, tandis que les files d'ambulances, à la porte des hôpitaux attendant qu'une place se libère risquent de s'allonger comme au Royaume-Uni et au Portugal. Nous ne sommes pourtant pas condamnés à l'alternance

désespérante entre « laisser faire » le virus avec des mesures insuffisantes et inefficaces et couvre feu et confinements de moins en moins supportés.

Il existe une autre voie possible : celle de mesures radicales sur le plan sanitaire et social pour combattre l'épidémie et la crise.

- Donner à l'hôpital les moyens et le personnel pour soigner et non pas continuer de fermer des lits et de réduire le personnel.

- Décider démocratiquement, avec les intéressésEs, dans les établissements d'enseignement et sur les lieux de travail et de loisirs des mesures efficaces pour se protéger et donner les moyens concrets de les appliquer.

- Tester, mais aussi remonter les chaînes de contamination et permettre l'isolement rapide et efficace des personnes touchées par le virus, pour éviter sa propagation.

- Donner à chacunE les moyens de vivre, de se loger décemment, de se soigner.

- Réquisitionner les laboratoires pharmaceutiques, en finir avec les « brevets » pour permettre enfin une politique de vaccination à la hauteur des besoins.

C'est à cela que devraient servir les milliards du « quoiqu'il en coûte » mais cela suppose de ne plus gouverner dans l'intérêt de la minorité et d'imposer une autre répartition des richesses. Seule la puissance d'une mobilisation unitaire et déterminée permettra d'y parvenir.



QUARANTE-SIX ORGANISATIONS ET PLUS DE CENT PERSONNALITÉS LANCENT UN APPEL-PÉTITION :

- BREVETS SUR LES VACCINS : STOP !
- TOUS LES VACCINS AUTORISÉS DOIVENT DEVENIR «BIENS COMMUNS «DE L'HUMANITÉ !
- RÉQUISITION DES ENTREPRISES POUR LA PRODUCTION DES VACCINS ET DES TRAITEMENTS ANTI-COVID !
- CONTRÔLE CITOYEN SUR LES ACCORDS, BREVETS, ESSAIS CLINIQUES, PHARMACOVIGILANCE, POUR DES VACCINS ET TRAITEMENTS SÛRS ET BIEN TESTÉS !

Face à la Covid 19, l'urgence immédiate est à la prévention construite avec la population, au renforcement du système de santé (lits, personnels...), et pas à la peur du gendarme, inefficace. La vaccination est un moyen central pour enrayer la pandémie. Pourtant cette campagne piétine, le gouvernement et les pouvoirs publics ne sont pas en capacité de faire face aux besoins, par manque d'anticipation, mais surtout parce que les laboratoires pharmaceutiques se réservent la possibilité de faire de gigantesques profits grâce aux brevets sur les vaccins autorisés. Cette logique prive les plus démunis et les pays les plus pauvres de vaccins, au risque de l'émergence de variants encore plus agressifs.

AGISSONS ENSEMBLE POUR IMPOSER :

- La suspension de l'application des brevets sur les vaccins et les traitements médicaux anti-covid, au profit d'une mutualisation des connaissances, des technologies et la multiplication de leurs transferts, des savoir-faire, de l'augmentation du nombre des producteurs, à l'échelle européenne, et mondiale, sous l'égide de l'OMS.
- Que tous les vaccins autorisés deviennent des biens communs de l'humanité et soient accessibles à l'ensemble des populations mondiales.
- La réquisition des entreprises pharmaceutiques pour la production de ces vaccins et traitements médicaux selon les normes de sécurité et de qualité requises, pour fournir en quantité suffisante et gratuitement les peuples du monde entier et éviter les pénuries.
- Un contrôle citoyen et une transparence totale sur les accords, les essais cliniques, la pharmacovigilance, pour des vaccins sûrs et bien testés, ainsi que la protection des données de santé. L'argent public des citoyens ne peut servir à payer deux fois, lors du développement puis lors de la production et commercialisation, les entreprises pharmaceutiques et ainsi alimenter leurs profits.
- Un Plan d'urgence de vaccination mondiale coopératif, dans le cadre de la politique mondiale commune publique de la santé sous l'égide de l'OMS.

- ***Nous soutenons l'initiative citoyenne européenne de pétition en direction de la Commission Européenne : Pas de profit sur la pandémie.***
- ***Nous vous appelons à signer massivement la pétition : Brevets sur les vaccins anti-covid, Stop. Réquisition ! Signez la pétition : <https://www.wesign.it/fr/sante/brevets-sur-les-vaccins-anti-covid-stop-requisition->***

PREMIÈRES ORGANISATIONS SIGNATAIRES

ACT-UP Paris ; Agora des habitants de la Terre ; AITEC Association Internationale de Techniciens, Experts et Chercheurs ; APEIS Association pour l'emploi l'information et la solidarité ; Appel des appels ; Association Ban Asbestos France ; Association Henri Pézerat ; Association pour l'Auto-gestion ; Association Sciences Citoyennes ; ATTAC France ; CADAC coordination des associations pour le droit à l'avortement et la contraception ; CEDETIM Centre d'études et d'Initiatives de Solidarité internationale ; Cerises la coopérative ; CGT Sanofi ; CNT-SO ; Collectif artisanofric ; Collectif inter-blocs ; Collectif inter-urgences ; Collectif la Santé n'est pas une marchandise ; Collectif Médicament Bien Commun ; Collectif Médicament-Santé d'Initiatives Capitaléxit ; Collectif Notre Santé en Danger ; Comité de Défense de Santé Publique du Doubs ; Comité de vigilance pour le maintien des services publics de proximité en Haute-Saône ; Comité ivryen pour la santé et l'hôpital public ; Convergence Nationale des Collectifs de Défense et de Développement des Services Publics ; Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité ; Europe Solidaire Sans Frontières ; Fédération CGT de la santé et de l'action sociale ; Fédération SUD Santé Sociaux ; Fondation Copernic ; Le Printemps de la Psychiatrie ; Médicament Bien Commun ; Mutuelles de Travailleurs du Vaucluse ; Observatoire de la transparence dans les politiques du médicament ; Réseau mondial du Comité pour l'Abolition des Dettes Illégitimes (CADTM) ; Résistance sociale ; SUD Chimie Solidaires ; SUD Recherche ; Syndicat de la Médecine Générale ; Syndicat des Psychiatres des Hôpitaux ; Syndicat Sud Chimie Janssen VDR ; Union fédérale SUD Industrie ; Union Syndicale de la Psychiatrie ; Union Syndicale Solidaires.

